



Sections du Bas-Rhin

CSAL emplois du 24 avril 2025

Déclaration de Boycott

Monsieur le Président,

L'affaiblissement continu de la DGFIP se poursuit avec 550 nouvelles suppressions d'emplois en net au niveau national pour 2025.

L'année blanche, promise pour cette année dans le COM, s'est finalement transformée en une nouvelle année noire !

Comme on le sait malheureusement trop à la DGFIP, les promesses n'engagent que ceux qui y croient...

Si au niveau local, l'implantation nette de 10 emplois de A et A+ et de 4 emplois de contrôleurs est annoncée, c'est avec de nouvelles missions et le travail qui en découle. De plus, nous devons à nouveau déplorer la suppression de 10 emplois d'agents administratifs... Et c'est inadmissible !

Il est par ailleurs à noter que cette année, ce point est inscrit à l'ordre du jour pour simple information. Pour la DGFIP, les suppressions d'emplois deviennent donc un simple point « annexe ». Cela démontre bien, s'il en est besoin, le niveau de dialogue social actuel à la DGFIP !

Monsieur le Président,

Par le boycott commun de ce CSAL, l'Intersyndicale 67 vous signifie le rejet de cette politique de réduction à marche forcée des moyens de notre Service Public. Elle vous signifie également, le rejet du mépris affiché pour les fonctionnaires en général, et pour les agents de la DGFIP en particulier. Mépris qui se manifeste à tous les niveaux : reconnaissance, salaires, conditions de travail, discours politiques et organisation du service public. Et ce, alors que la DGFIP reste une administration essentielle au bon fonctionnement de l'État et à l'intérêt général. Les beaux discours de façade de la Ministre du Budget qui

appelle « à lutter contre la délinquance fiscale » et qui dans le même temps valide 550 suppressions d'emplois ! De la Com', toujours de la Com' !

Monsieur le Président,

Jusqu'à quand continuera-t-on d'adapter l'exercice de nos missions à des moyens toujours plus faible, inlassablement rognés au nom de l'exemplarité, de la responsabilité, du contexte sanitaire, de la compétitivité, de la stabilité et demain peut-être au nom de l'effort de guerre ?

Nous ne l'avons que trop répété, mais visiblement, il faut le répéter encore et encore : le Service public n'est pas un coût, les fonctionnaires ne sont pas un poids !

Ils représentent, au contraire, une richesse pour tous les citoyens, pour l'État et pour la République, en particulier en ces temps troublés un peu partout dans le monde.

Mais il n'y a pas plus sourd que celui qui ne veut pas entendre.